

Communiqué de presse

Parti communiste genevois – Parti communiste (Suisse italienne)

Les Etats-Unis n'ont pas de leçons à donner en matière de droits humains

Les Partis communistes de Genève et de la Suisse italienne condamnent fermement les propos hostiles de l'ambassadrice des Etats-Unis auprès de l'ONU, Nikki Haley, tenus contre le Venezuela au Palais des Nations à Genève, le 6 juin 2017.

Ses déclarations n'ont rien à voir avec le respect des droits humains mais constituent une grave menace contre les intérêts nationaux du Venezuela, les transformations sociales de la Révolution bolivarienne et l'intégration continentale de l'Amérique du Sud. Elles préparent un récit permettant de justifier des ingérences telles que des sanctions, un blocus voire une intervention militaire.

Les gouvernements occidentaux, et en particulier les Etats-Unis, n'ont absolument aucune leçon à donner au reste du monde en matière de droits humains. En effet, les politiques d'austérité impulsées ces dernières années ont fait croître les inégalités et provoqué de nombreux dégâts auprès de la population civile dans les domaines de l'éducation, la santé, la sécurité sociale et le travail.

Le harcèlement orchestré contre le Venezuela depuis Washington et les capitales européennes est en réalité motivé par de puissants intérêts économiques qui craignent la fin de l'hégémonie étaunienne et l'émergence d'un monde multipolaire où les principes d'indépendance, de souveraineté, de développement et de coopération seraient à nouveau respectés.

L'Union européenne pour sa part redouble d'efforts pour concrétiser la signature d'un Traité de libre-échange avec Mercosur, un bloc commercial représentant plus de 80% du PIB de l'Amérique du Sud. Le Brésil et l'Argentine, depuis qu'ils sont gouvernés par la droite néolibérale, sont impulsés au rang de partenaires de l'UE, sans s'émouvoir le moins du monde à propos des licenciements massifs des travailleurs, de la répression policière contre les manifestants et les militants de gauche. En revanche le Venezuela, également membre de ce marché régional depuis 2012, ne jouit pas des mêmes faveurs car son gouvernement est bien connu pour sa critique radicale de la mondialisation et des entreprises transnationales.

En même temps, le gouvernement des Etats-Unis et ses alliés de l'OTAN ont commandité des interventions militaires contre des nations souveraines sans l'accord du Conseil de sécurité, en violation du droit international et du droit fondamental de tout être humain à vivre dignement et en sécurité. L'instabilité mondiale, le terrorisme, la crise économique et la crise des réfugiés dans de nombreuses régions du monde sont des effets de cette politique belliciste et impérialiste.

Les manifestations violentes initiées en avril 2017 par l'opposition vénézuélienne font également partie du scénario de déstabilisation. Le 4 juin dernier, Orlando José Figuera, un jeune de 22 ans est décédé à l'hôpital suite aux coups, blessures à l'arme blanche et immolation par le feu qu'il a subi de la part de groupes de l'opposition qui veulent installer un climat de terreur et les conditions pour une intervention armée étrangère. Ainsi la grande majorité des victimes est provoquée par l'action de ces groupes violents.

Dans ce contexte, le président Nicolas Maduro a pris l'initiative, en accord avec l'Art. 348 de la Constitution vénézuélienne, de convoquer une Assemblée constituante et un dialogue national avec tous les secteurs de la population.

Les Partis communistes de Genève et de la Suisse italienne soutiennent l'Assemblée constituante comme une solution politique permettant de résoudre les problèmes du pays et réduire les actions violentes des groupuscules à tendance fasciste. Cette initiative populaire est en mesure de consolider les profondes transformations sociales de la Révolution, la politique de défense de la nation vénézuélienne et l'intégration du pôle latinoaméricain au sein d'un monde multipolaire en gestation.



Parti communiste genevois
Esteban Munoz
Secrétaire politique



Parti communiste (Suisse italienne)
Massimiliano Ay
Secrétaire politique